

Ce qu'un État peut faire d'une pandémie, ce qu'une population pourrait en faire

Par le Capitaine Haddock

L'auteur de cet article a donné sa confiance à Ariane Bilheran pour le publier sur son site, mais a souhaité rester anonyme.

L'article peut être cité en partie ou en totalité, mais en référence à l'origine source de ce site.

Ariane Bilheran, estimant que cet article soulève les questions politiques majeures qui doivent émerger dans le corps social, soutient l'auteur et ses propos, et rappelle que « *dans une libre République, il est permis à chacun de penser ce qu'il veut et de dire ce qu'il pense* » (Spinoza, *Traité théologico-politique*), la liberté d'expression n'étant pas à géométrie variable selon ce qui plaît ou non au pouvoir.

« *A mouton docile, loup glouton* », met en garde Soljenitsyne dans *L'Archipel du goulag*.

Ne soyons pas des moutons dociles.

La saisie par l'État de la gestion de la pandémie

Les méthodes gouvernementales évoluent et se renouvellent avec les crises de la mondialisation du capitalisme. En ce sens, la diffusion mondiale du SARS-COV2, si elle s'est révélée un problème considérable pour les gouvernements, a également représenté pour eux une aubaine. En France, dès son apparition et pour la première fois dans l'histoire des épidémies, l'État s'est substitué aux structures dédiées à cet effet, et a prétendu régir seul une situation sanitaire préoccupante ; en prenant d'une main d'abord hésitante, puis autoritaire et coercitive, la gestion centralisée de la pandémie. Après s'être peu à peu passé de l'avis des médecins généralistes et de la compétence des praticiens qui, sur le terrain, travaillent depuis longtemps sur les vagues épidémiques, il s'est appuyé sur un conseil scientifique constitué, dans l'opacité, de pseudo-experts. Le pays devait accorder une confiance absolue à de prétendus spécialistes désignés par l'État, sortis parfois d'on ne sait où, et dont il attendait qu'ils fussent dociles.

Ce gouvernement sanitaire parallèle agissant en sous-main, faisant office à la fois de conseiller du prince et de caution de sa gestion de crise, avait une fonction pédagogique pour un public jugé ignorant qu'il fallait éduquer. La plupart du temps sans explication véritable d'ailleurs. Mais surtout avec pour mission de certifier par la science la légitimité des décisions politiques prises et à prendre. Par ses déclarations officielles, ce conseil n'a alors cessé d'entretenir dans la population un état de sidération, maintenu jour après jour, en instillant la peur d'une possible contamination de tous. En dramatisant la virulence de la pandémie et en augmentant au fur et à mesure les doses de propagande destinées à une population inquiète. Le tout en liaison avec les autorités politiques et médicales et les services de l'État pour s'entendre sur les versions successives à présenter. Pour couronner le tout, a été créé un gouvernement resserré qui n'a pas craint de se donner l'appellation risible de « conseil de défense », avec à sa tête un ridicule chef de guerre.

Manipulation médiatique de l'opinion

Cette apparence d'unanimité au sommet de l'État a fini par se lézarder quand l'incohérence des propos tenus est devenue manifeste. Certes la nouveauté du mode opératoire de ce virus et sa vitesse de propagation pouvaient rendre perplexes ceux qui tentaient d'en comprendre les mécanismes et d'endiguer sa menace. Mais le matraquage quotidien d'informations anxigènes, avec ses mises en scène spectaculaires faisant discourir à plus soif les politiques, les mêmes pseudo-experts, des professeurs et des journalistes larvaires, avec ses statistiques biaisées ou gonflées voire invérifiables, ses demi-vérités, ses mensonges, ses contradictions, ses non-dits, ses revirements et ses rebondissements, a semé dans les esprits la confusion sur l'appréciation à avoir de la menace.

Sous le regard médusé et troublé des spectateurs, la bataille entre confrères d'opinions divergentes sur l'origine du virus ou ayant une analyse différente de la gravité de l'épidémie et de son traitement, ou entre confrères jaloux ou concurrents, n'a pas tardé à s'étaler. Dans ces conditions, ne sachant plus distinguer le vrai du faux, mieux vaut, avec fatalisme et dans le doute, se conformer aux ordres assénés et aux discours renouvelés selon les intérêts du moment ; a fortiori émanant d'autorités présentées comme incontestables. La vérité, le discernement, la lucidité et la logique, ou ce qu'il en restait, se sont alors dissous dans un chaos organisé. Il n'est donc plus nécessaire d'essayer de penser par soi-même, d'autres bien plus qualifiés le font incomparablement mieux à notre place.

Ce dessein de gagner la soumission de l'opinion à un asservissement modernisé avait été auparavant grandement facilité par cette pseudo-socialisation qu'entraîne le développement des technologies dites de la communication, dont l'une des conséquences la plus évidente est la dépendance à ce système. On a fait en sorte de le rendre indispensable et que plus personne ne puisse s'en passer. Et nombreux sont ceux qui ne veulent plus s'en passer.

Pendant toute cette période, ils avaient l'oeil rivé en permanence sur leurs écrans, guettant compulsivement ce qui aurait pu les éclairer mais qui a plutôt obscurci leur jugement. Sans réaliser qu'ils étaient pris dans les filets d'une industrie de la communication, fabriquée et orientée par d'autres, une communication aliénée qui les amène où on veut les amener.

De cette cacophonie invraisemblable se dégageait une volonté d'infantilisation des populations, dont les gouvernements ont établi qu'elles ne peuvent pas comprendre par elles-mêmes ce qui advient, et qu'elles ont encore moins la capacité de réfléchir et de s'informer de façon autonome. Tout gouvernement a intérêt à contrarier à tout prix l'aspiration des peuples à l'autonomie. On sait aussi que la République n'est pas et n'a jamais été une démocratie. Il fallait leur imposer, comme à des enfants obéissants, non seulement une vérité officielle indiscutable, quoique changeante selon les heures, mais aussi ce qu'ils devaient faire pour ne pas s'exposer et exposer les autres. Et chacun était prié d'y croire. Il ne s'agit pas d'affirmer ici qu'il ne fallait pas prendre des mesures de précaution nécessaires mais de souligner les errements des consignes et l'intention de soumettre les esprits.

À l'opposé de cette visée gouvernementale, ne vaut-il pas mieux s'appuyer sur la disposition de chacun à mener sa propre réflexion, à en discuter et à faire preuve de responsabilité ? La capacité de responsabilisation individuelle et collective est diluée à partir du moment où l'on s'adresse à une masse informe que l'on affole ; masse passive assignée à l'impossibilité d'adopter les bons comportements. Il fallait donc lui rappeler chaque jour, à travers des slogans inquiétants, la conduite à suivre. Afin de frapper les esprits et de faire passer le message de respect des consignes, on n'a même plus hésité à filmer l'intimité des patients sur leur lit d'hôpital.

Il est vrai que les efforts constants des gouvernants pour dissoudre les liens sociaux ont en partie déresponsabilisé la population. Et lui ont fait perdre de vue l'intérêt général. Quand on pense à notre place, les réflexes élémentaires de prudence face au danger s'estompent, avec l'idée que les malheurs qui affectent le monde au loin, ne nous

touchent pas. Cette forme d'irresponsabilité pouvait conforter les leçons que l'État a données à longueur de journée. Car peu nombreux ont été ceux qui ont vraiment tenté de comprendre ce qui était en train de se passer.

On pouvait cependant observer, non sans ironie, que cette déresponsabilisation généralisée avait également envahi le cœur de l'État lui-même. Elle se manifestait aux débuts de la pandémie par le déni et une sous-évaluation des risques à venir, dont a fait preuve pareillement une partie du corps médical. Le diagnostic était faillible. Ce qui n'a pas manqué d'effrayer encore plus, lorsque la réalité a déchiré ce rideau de minimisation.

La guerre moderne menée contre les pauvres et leur santé est une évidence depuis longtemps. Pour la bourgeoisie internationale, seul son intérêt privé compte, le seul bien commun reconnu par elle étant le sien. Et les commentateurs officiels stipendiés ne se risquent plus à aucune analyse sérieuse, désinforment ou noient la vérité dans une multitude de détails annexes et d'informations futiles ou superficielles, dans lesquelles l'essentiel n'est jamais dit.

A l'heure actuelle, leurs contradictions et leurs paroles embarrassées, s'agissant de l'épidémie, apparaissent cependant pour ce qu'elles sont, une manipulation de l'opinion. C'est ainsi toute la « grandeur » d'une société qui s'est présentée en farouche défenseur de la liberté d'expression. Mais qui ne tolérera plus qu'on remette en cause la version qu'elle donne de la réalité. Le spectacle de faux débats, orchestrés après la révolte des Gilets Jaunes, n'avait pour unique but que la mise en valeur personnelle du Président et l'extinction du débat démocratique en cours. On a fait semblant de consulter la population sur des sujets variés pour mieux désamorcer les revendications. La fin de la récréation a été sifflée. Désormais plus personne ne sera consulté en matière de santé publique ou sur les graves problèmes qui menacent l'humanité. *Si ce n'est sous forme de simulacres.* On use déjà de chantage au reconfinement, au motif que des réfractaires inconscients pourraient ne pas respecter les ordres donnés.

Gouverner par la peur et la séparation sociale

Chacun représentant désormais pour l'autre, selon les proclamations alarmistes, une menace potentielle en tant que vecteur de transmission du virus, la terreur a envahi le pays. En fait, le taux de mortalité, relativement faible par rapport à d'autres épidémies, affecte principalement une part de la population très âgée ou déjà sujette à l'infection en raison de son très mauvais état de santé. Dire ceci n'est pas contester la virulence de la pandémie ni sa contagiosité ni sa dangerosité. Ce qui est contesté ici est

l'utilisation qu'en ont faite les pouvoirs publics et les instances médicales. La nouveauté est que, malgré les signaux épidémiques envoyés aux pays dits développés, comme le MERS, le SRAS ou Ebola, et qui n'ont pas été entendus, ces maladies les concernent désormais de près. D'où une nervosité grandissante succédant à une certaine incrédulité initiale.

On a dans un premier temps préconisé une séparation physique entre tous, puis imposé sans concertation un confinement dont certaines dispositions paraissaient confuses. Une fois la peur injectée, on a vu l'irruption d'attitudes de défiance mutuelle, un repli sur soi et un enfermement consenti pour, dit-on, se protéger des autres et se protéger soi-même. Peu à peu, la vie sociale a disparu des rues. La séparation de tous avec tous a été la règle. La séparation faisait déjà partie de ce monde parce que la société est d'abord divisée en classes.

Que ce soit entre riches et pauvres, entre les villes et leurs banlieues, entre capital et travail, entre pouvoir politique et population, entre hommes et femmes, entre religions, races ou ethnies, la division consacre la séparation entre dominants et dominés. En France comme partout, les murs des séparations diverses se sont peu à peu étendus à de multiples secteurs de la société. Les idéologies régnautes les consolident. Le confinement n'a fait que les prolonger en les aggravant, réduisant la société à l'individu et à sa cellule familiale.

Le développement irréfléchi de l'économie avait en partie obtenu ce résultat dans tous les domaines depuis 40 ans. Notamment en rompant partout les liens entre les membres des communautés de travail, en mettant en concurrence les salariés ; en opposant salariés et chômeurs relégués dans un néant social, faisant peser la suspicion sur ces derniers, taxés de profiteurs et de fraudeurs ; ou en mettant en avant, avec l'idéologie ultralibérale, la primauté de l'individualisme forcené sur l'intérêt commun. L'isolement de chacun dans la bulle de son portable ou de sa console de jeux vidéo avait réalisé cet enfermement bien avant la pandémie. Il n'y avait plus qu'à enfoncer le clou de l'effroi pour parachever cette entreprise de cloisonnement volontaire. Mais le pouvoir, qu'il soit politique, industriel, scientifique ou technologique, s'était déjà, en se plaçant au-dessus d'elle, séparé de la société, qui n'a pas son mot à dire. L'une des réussites du système de domination est d'avoir en partie su priver la population de sa pensée.

Ainsi se joue en ce moment une expérimentation particulière, un test grandeur nature pour mesurer le degré d'obéissance de la population à des injonctions et le taux d'adhésion aux mesures prises. Derrière l'inepte

déclaration de guerre à un virus, a été préparée, à côté de la « guerre » sanitaire, une guerre d'usure d'une autre nature. Celle qui est dirigée contre la population à travers l'ensemble des contraintes décidées unilatéralement et sans retenue. Après lui avoir inoculé le redoutable virus de l'accablement et de la lassitude. L'accès à l'espace public devient strictement limité ou interdit, la parole contrôlée, la société ramenée à l'individu enfermé chez lui. Avec bien peu de réactions.

La censure et les poursuites

Les autorités ont vite compris et mesuré qu'avec les recommandations contradictoires, qui saturaient l'espace médiatique, le doute et la suspicion commençaient à se répandre. Les plus sceptiques en retiraient l'impression qu'on se moquait d'eux. Et lorsque des interrogations légitimes ont émergé et que des voix discordantes et dissidentes se sont fait entendre, on s'est empressé de brouiller le message, de les faire taire soit en s'en moquant soit en les dissimulant. Allant plus loin dans la répression de ce qui sort du dogme admis, l'institution médicale, recourant maintenant à des procédures disciplinaires voire judiciaires, se met en devoir de punir les collègues rebelles. Avec une gamme variée de prétextes, allant prétendument du manque de déontologie au charlatanisme.

En dehors des discussions passionnées et intéressées, qui agitent le milieu médical sur la pertinence de tel ou tel médicament à préconiser, la recherche de l'origine problématique du virus suscite bien des questions et peu d'enquêtes. La Chine fait de la rétention d'informations, nourrissant des soupçons compréhensibles. Certains avancent maintenant l'hypothèse d'un accident de laboratoire, ce qui n'aurait rien d'étonnant quand on sait les expériences d'apprentis sorciers auxquelles on se livre dans les laboratoires civils et militaires. D'autres les réfutent catégoriquement, s'en tenant à la version officielle d'une origine purement naturelle, sans que l'on puisse la prouver. En attendant, les États européens font à la va-vite la promotion de vaccins pour des laboratoires privés, comme de vulgaires représentants de commerce. En souhaitant autant que faire se peut dissimuler le contenu exact des contrats qu'ils signent avec eux.

Pandémie et complotisme

Les autorités usent désormais de l'accusation de complotisme pour discréditer toute pensée qui n'est pas officielle. La pandémie a fait émerger nombre de théories quant à son origine et au rôle qu'auraient pu y jouer les gouvernements, les multinationales et les laboratoires. Bien entendu il existe des complots sur la planète. Et en parallèle, s'agitent aussi des complotistes tarés qui voient des complots partout, complots qui ne s'expliquent pas

toujours comme le croient ces extra-terrestres. Mais on ne mentionne jamais comme complotistes, les conspirations de l'oligarchie mondialisée pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir et quoi qu'il advienne à la planète et à ses habitants. « Autrefois, on ne conspirait jamais que contre un ordre établi. Aujourd'hui, *conspirer en sa faveur* est un nouveau métier en grand développement. Sous la domination spectaculaire, on conspire pour la maintenir, et pour assurer ce qu'elle seule pourra appeler sa bonne marche. Cette conspiration *fait partie* de son fonctionnement même. » (Guy Debord dans *Commentaires sur la société du spectacle*).

Les complotistes sont bien de leur temps qui est lui-même irrationnel. Ils élaborent des explications invraisemblables alors qu'ils ont les véritables sous les yeux. Tout en s'appuyant parfois sur des faits réels, ils en déduisent tout un spectre de spéculations fumeuses, qui les empêchent d'user de la plus élémentaire logique. Ils donnent à penser, avec un air entendu de supériorité, qu'ils sont, eux, bien informés et dans la connaissance de vérités *révélées*. Qui les plonge dans l'illusion d'être dans le secret. Mais cette conspiration des classes dirigeantes n'est pas vraiment cachée, ses objectifs sont assez exposés dans les grandes lignes. Même si c'est souvent à mots couverts, ils indiquent suffisamment où elles veulent en venir. Ce qui est dissimulé, ce sont les manoeuvres et les opérations pour y parvenir.

Certes, par leur goût du secret, leurs discours mensongers et leurs pratiques parfois clandestines, leurs coups tordus, elles font naître elles-mêmes les interrogations qui éveillent les suspicions et le complotisme. Et les alimentent. Car elles agissent discrètement et sournoisement. Certaines opérations sont secrètes. Il existe bien sûr aussi des secrets industriels, agroalimentaires, militaires et financiers ainsi que des secrets d'État. Certains intérêts préfèrent qu'on ne se penche pas trop sur leurs transactions troubles ou sur l'argent mis à l'abri dans des paradis fiscaux. Les Mafias ont infiltré certains secteurs des États et de la finance. À leur tour, de grosses entreprises commerciales adoptent des méthodes mafieuses. Il y a des ententes illicites et des intrigues, jusqu'à des assassinats ou des coups d'État décidés par des services spéciaux ; des disparitions mystérieuses, des emprisonnements arbitraires, des prisons secrètes elles aussi. Et le reste ne doit pas être connu du public.

En réaction à la duplicité de la parole publique, la méfiance s'est installée dans la population.

Cette méfiance s'est manifestée, à travers les réseaux sociaux, par ce qu'on qualifie de « fake news ». Et qui ne sont pas toujours des « fake news ». Les États qui connaissent l'impact de ces diffusions sur la population s'en

alarment et tentent de les démentir. Il existe maintenant des cellules spécialisées, montées par ces États et leurs médias, chargées de rétablir aux yeux de l'opinion publique une vérité falsifiée, selon eux, par les supposés mensonges des « fake news ». Et souvent ces rectifications qui prennent l'apparence du vrai ne sont pas plus concluantes, parce qu'elles émanent elles-mêmes de falsificateurs corrompus ou en mission souterraine. Comme les autres, elles sèment le doute et la confusion dans l'esprit d'une population qui n'y voit pas plus clair qu'eux.

Pandémie et renforcement sécuritaire

Dans cette même veine, nos gouvernants ont rapidement pris la mesure d'une autre opportunité qu'offre cette pandémie, celle de renforcer le contrôle et la surveillance de tous. La tentation de gouverner autoritairement impliquait de mettre en pratique, sans attendre, les idées répressives qui germent dans leurs têtes et qu'ils hésitent parfois à mettre en oeuvre, craignant certaines indignations et certains soulèvements. Avec la pandémie, il n'y a plus à se retenir. Après l'établissement d'un secret des affaires interdisant les enquêtes sensibles, les pouvoirs accrus donnés à la police, les intimidations sur les journalistes indépendants, la répression qui s'abat partout, une nouvelle atteinte aux libertés a fait son apparition, profitant de l'état d'hébétude dans lequel on a plongé le pays. Contestée par des constitutionnalistes, l'instauration d'un état d'urgence sanitaire après l'état d'urgence terroriste, avec l'alibi de la lutte contre celui-ci et la gestion de la menace sanitaire, permet désormais de s'affranchir de quantité de lois, de garde-fous juridiques et de protections sociales ; de mettre entre parenthèses les quelques institutions qui demeurent de ladite « démocratie représentative ».

Par exemple en prenant des décrets n'ayant pas besoin du parlement pour leur application, dont le champ a été considérablement étendu. Sous couvert de terrorisme et de lutte contre la violence de manifestants, un nouveau délit est apparu, le délit d'intention. L'urgence sanitaire a permis d'imposer la collecte des données médicales. Les mesures prises en ce moment, en particulier le fichage des opinions, ne font en réalité que prolonger et renforcer ce qui était déjà en place ou en cours, comme les caméras de surveillance et les haut-parleurs dans les rues. Et pour bientôt, la généralisation des drones et la reconnaissance faciale. La peur de la mort, du danger et des sanctions accélère leur acceptation.

On entend monter ces derniers temps une petite musique sur un certificat de vaccination qui assurerait, pour ceux qui l'auraient, la fin garantie par l'État de l'épidémie et leur permettrait d'avoir accès aux transports, aux

services publics ou autres. Pour les inconséquents asociaux qui ne l'auraient pas, les portes se refermeront. Et ceux qui persisteront dans la déviance seront montrés du doigt et dénoncés comme mauvais citoyens. L'urgence est de faire taire toute contestation à propos des vaccins.

D'une façon plus générale, la lutte contre la pandémie, après celle contre le terrorisme, autorise l'État à justifier des appels à la délation et l'incitation, recommandée à tout un chacun, à surveiller les faits et gestes de ses voisins. Plus l'État refuse ou rechigne à rendre transparents ses propres agissements et les décisions qu'il prend en douce, plus il exige de la population la plus grande transparence, en cherchant à tout connaître de ses comportements et à savoir ce qu'elle pense. En l'espionnant.

L'État, le système de santé publique et la pandémie

Après avoir mis fin au règne autocratique des mandarins à l'hôpital public, qui dépensaient sans compter pour leur prestige personnel, l'État a transféré le pouvoir en son sein à la bureaucratie administrative, qui décide désormais de tout. Une politique d'économie drastique, se passant de l'avis des médecins hospitaliers, s'en est suivie, entraînant une désorganisation générale des services. On a fait peser sur eux les actes lourds, chers et peu rentables, avec les complications qui peuvent surgir, pendant qu'on confiait aux cliniques privées les actes plus légers mais aussi beaucoup plus rentables. Les médecins généralistes plus jeunes, au contact des laboratoires, ont commencé à alourdir les ordonnances pour écouler la marchandise médica-menteuse. L'anticipation, la préoccupation et l'attention qu'on devait accorder aux nouvelles pandémies ainsi qu'aux maladies ordinaires et au traitement des malades importaient moins que la gestion à la fois bureaucratique et libérale du système de santé. L'une en raison d'une politique d'économies invraisemblables menée par l'administration, l'autre en raison des profits exigés par les actionnaires. L'incompétence et l'imprévoyance de l'État ont fait le reste. La pandémie a brutalement mis en lumière l'ensemble des dysfonctionnements, des contradictions et des aberrations du système de santé. On a bien compris, par exemple, que l'une des justifications du confinement était d'éviter la saturation de l'hôpital public, faute de lits. Lits que les gouvernements successifs avaient supprimés. C'est pourquoi, dans ce contexte de carcans administratifs et d'impératifs budgétaires qui continuent de peser sur l'hôpital public et malgré les grèves à répétition pour dénoncer sans résultat son délabrement, il faut saluer les médecins, les infirmières, les infirmiers et les aide-soignants qui ont été remarquables.

On aurait pu penser, au début de la pandémie, que l'État et son système de santé se préoccupaient sérieusement de celle des gens. Les soins apportés en urgence aux personnes gravement atteintes, pour tenter de les sauver, en témoignaient ; le dévouement des personnels forçait l'admiration, mais dans une pénurie de moyens décidée volontairement et hypocritement avant et pendant la pandémie, et qui se poursuit encore aujourd'hui. De même que, contrairement à ce que prétend cyniquement le pouvoir, la police n'a pas vraiment pour fonction de protéger la population, de même l'oligarchie régnante et sa caste cooptée ne cherchent qu'en apparence à la protéger des maladies qui envahissent le monde. Elles en tirent profit. Sinon n'aurait-on pas interdit depuis longtemps les pratiques criminelles de l'agriculture et de l'élevage intensifs par exemple ? Ou les horreurs industrielles ? Ou des recherches imprudentes et dangereuses ? D'ailleurs on ne compte plus les scandales sanitaires qu'il s'agisse de l'amiante, du sang contaminé, de la vache folle, du Médiator et d'autres maladies imputables à l'utilisation intensive de la chimie. Jamais la dévastation industrielle et la recherche forcenée de dividendes conséquents, qui conduisent à ces drames, ne sont remises en question. L'État ayant renoncé à la prévention depuis longtemps s'acharne au contraire à démanteler le système de santé publique, plutôt que de s'attaquer aux raisons de ces scandales. Tout en tentant d'éviter les procès, il s'entoure de cabinets de conseils privés, grassement payés, dont l'efficacité est éminemment douteuse. Comme si n'existaient pas en France des gens suffisamment compétents pour cela. Il confie aux laboratoires privés la fabrication des médicaments dont beaucoup ne sont ni utiles ni nouveaux, business oblige. Seul l'emballage fait la différence comme pour toute marchandise ordinaire. On peut ensuite faire disparaître les médicaments anciens qui ont fait leur preuve.

On sait aussi qu'une part croissante de la médecine n'a plus d'autre réelle justification que d'alimenter l'industrie pharmaceutique. L'emploi automatique des antibiotiques pendant des années l'a montré. Créant d'immenses résistances. D'autre part, l'expansion d'un capitalisme productiviste toxique affaiblit en silence les défenses naturelles des individus. Peu nombreux sont les médecins qui, se dressant contre la destruction d'un environnement qui fragilise les corps et les esprits, le disent publiquement. La maladie fait vivre le système de santé. Pourquoi, après avoir saccagé et dévasté en permanence le vivant, venir maintenant jouer l'étonnement et l'innocence devant la fragilisation des organismes face aux virus actuels ?

Ainsi apparaissent les nouvelles maladies d'une civilisation en voie d'effondrement, conséquences de l'empoisonnement systématique des hommes et de la nature et de leur disparition progressive programmée. Au-

delà des infections qui parcourent le monde, ce sont les conditions de vie faites aux êtres humains qui les rendent malades. Infections qui sont elles-mêmes la conséquence de cette dégradation. Si l'on a délivré le poison, on peut aussi administrer le remède, rétorquent avec aplomb et cynisme les empoisonneurs. Les progrès de la médecine et de la science sont là pour ça, pas d'inquiétude inutile. L'explosion des cas de cancer arrive alors à point nommé pour justifier le développement d'une ingénierie médicale, dont les machines, loin d'être fiables, font pourtant les diagnostics. Et qui produit maintenant des techniciens-chercheurs qui s'éloignent de l'attention humaine qu'on doit porter aux malades et ne sont plus que des prescripteurs d'actes, éloignés des qualités de prévenance et d'empathie. Quant aux professeurs dans leur bureau, ils n'ont plus de contact avec les patients. On mettra alors en valeur les supposées prouesses technologiques adossées à la finance et les protocoles menés avec les laboratoires. Pour prolonger à tout prix une survie en mauvaise santé par la technologie médicale et les traitements chimiques, qui donnent souvent de faux espoirs. La relation entre patients et médecins s'est peu à peu déshumanisée. On appréhende de moins en moins le malade dans sa globalité. On se borne à soigner le symptôme. On se focalise sur ses particularités génétiques comme si celui-ci se réduisait seulement à cela. Avant tout, la machine de la rentabilité doit primer. Surtout, s'attaque-t-on vraiment aux causes connues des cancers ou à celles des épidémies récentes ? On n'en soigne que les conséquences. S'y attaquer supposerait de mettre fin à la nature *pathogène* du capitalisme, donc supposerait sa suppression. Les maîtres du monde et leurs complices, parmi lesquels il faut compter nombre de syndicats professionnels, s'y opposent en dépit des protestations et des actions menées pour les dénoncer et tenter de les enrayer.

Les annonces sensationnelles pour promouvoir un vaccin, attendu comme une solution miracle à l'arrêt de l'épidémie, participent de cette promotion technologique de la médecine. Le virus fera vendre et permettra le développement accéléré de technologies nouvelles. L'épidémie finira par diminuer ou deviendra saisonnière. Si son taux de mortalité est relativement faible, sa contagiosité est importante. Le vaccin ARN messager freinera peut-être la pandémie, à quelques conditions près. D'abord, à la condition qu'un nombre important de personnes dans la population le reçoive, mais il y a des réticences ; que ce vaccin à la technologie nouvelle soit efficace et qu'il le soit dans le temps ; qu'il n'induisse pas des complications *sur le long terme*. Ensuite, qu'il puisse immuniser contre des variants. En théorie, un vaccin a pour but de protéger une population. Reste à savoir si les personnes, protégées individuellement par le vaccin, ne pourraient néanmoins transmettre le virus à la collectivité. On ne peut pas non plus complètement exclure que ce vaccin offre un terrain favorable à l'apparition

d'autres variants. Beaucoup de questions restent en suspens, parce que la situation est complexe et qu'il existe des incertitudes nombreuses sur ce nouveau virus.

Mais la précipitation à mettre sur le marché une telle offre vaccinale intrigue. Préalablement conditionnés à la dépendance marchande et préparés à la demande qu'on leur a inoculée, de nombreux clients paniqués se précipiteront pour qu'on leur administre, de toute urgence, ces nouveaux vaccins, en dépit de la défiance qui circule dans la population et des interrogations sur son action réelle. Ceux qui ne voient leur salut que dans la vaccination ne feront que reproduire ce qu'ils faisaient auparavant, en se ruant frénétiquement vers les marchandises qu'on leur fait aimer et dont ils se gavent. Car l'ensemble de la vie sociale est devenu uniquement suspendu et orienté vers leur production, leur acheminement et leur consommation. Le terrain était déblayé pour écouler dorénavant la marchandise vaccinale.

En l'absence de recul sur ces vaccins et dans l'ignorance d'éventuels effets secondaires, on doit considérer que la population est utilisée pour servir de cobaye pour un essai à grande échelle permettant de vérifier leur action et observer la venue d'éventuels effets indésirables. En tout cas, étant donné la concurrence, la compétition farouche et la surenchère sur les vaccins, il faut s'attendre à quelques déceptions et tentatives d'escroqueries commerciales.

La mise à l'arrêt du pays

Pour la première fois dans l'histoire, un pays est mis quasiment à l'arrêt pour éviter une propagation somme toute classique comme il advient ordinairement avec les virus. Et que favorisent maintenant l'entassement concentrationnaire des habitants des villes tentaculaires, la pollution et la nourriture qu'on leur fait avaler quotidiennement, le dérèglement climatique, les ravages de la déforestation, le tourisme de masse et l'ampleur sans précédent des échanges commerciaux et des transports. Il est certain que la vitesse de dissémination du virus tient au fait qu'il a proliféré sur ce terreau morbide, éminemment favorable à sa diffusion, celui que laisse derrière lui, comme un champ de ruines, le rouleau compresseur du capitalisme mondial. Il n'est pas anodin non plus qu'il se soit répandu à partir d'un pays dans lequel une grande partie du monde fait produire un nombre extravagant de marchandises bon marché, dont de nombreux médicaments et leurs composants. Le capitalisme d'État de la Chine, dirigé par une bureaucratie totalitaire, s'accommode fort bien de la doctrine marxiste-léniniste.

Il n'a aucun état d'âme pour instaurer une dictature économique et militaire qui détruit le pays et ses habitants. Il était même récemment un modèle pour nombre d'économistes libéraux qui jugeaient ses performances économiques bien supérieures à celles des pays occidentaux.

Deux stratégies différentes se sont opposées pour des raisons à la fois historiques et idéologiques. Celle qui a consisté à laisser faire, à laisser l'épidémie se répandre pour ne pas affecter les activités économiques et celle qui a privilégié en apparence la protection des populations au détriment de ces activités. Finalement, ces deux positions contraires ont fini par se rejoindre. Dans la première représentée essentiellement par les États-Unis et le Brésil, la forte augmentation de la mortalité tenue pour négligeable au début a provoqué un revirement de la politique de santé menée jusque-là. Dans la deuxième, il fallait en priorité freiner absolument la progression de la maladie, quitte à laisser s'effondrer certaines activités.

Le jusqu'au-boutisme de cette mesure a soulevé de nombreuses protestations obligeant l'État à nuancer à la marge cette politique.

La décision exagérée et déconcertante de faire cesser à certains leur activité, pendant que d'autres avaient le droit de poursuivre la leur, s'est effectuée dans un invraisemblable emballement médiatique, piloté par l'État et les spécialistes. Une telle situation aurait été tenue en d'autres temps pour insupportable. Depuis la résignation et la soumission ont fait leur chemin. On adoucira donc, là encore, les conditions du confinement grâce à l'utilisation, déjà ancrée dans les habitudes, des écrans, des moyens de communication à distance comme substituts aux relations sociales, puisque la médiation par l'image est devenue la règle. On continuera de parler le langage numérique réduit à sa plus simple expression ou d'envoyer à jets continus vidéos et informations garanties par Google. Le contact direct et concret, si fondamental pour les êtres sociaux que nous sommes, ce contact désormais supprimé, il restera un contact virtuel abstrait, éloigné des corps, des sensations et des émotions tout comme le masque dissimule les visages et leurs expressions. Mais on pouvait déjà commander sur Internet sans sortir de chez soi, certains s'en flattaient. L'enfermement technologique. Dans l'attente d'une 5G présentée comme un remarquable et merveilleux progrès pour le bien de tous. Pour faire patienter tout ce monde assigné à résidence, l'espérance d'un prochain vaccin, efficace pratiquement à 100 % comme annoncé un peu imprudemment, fera le reste. Laissant au passage de côté les traitements existants autres que vaccinaux.

Pandémie, économie et réorganisation sociale

Cette mise à l'arrêt d'un pays paraît contradictoire avec le développement exponentiel de l'économie qu'il ne fallait jusqu'ici ni contrecarrer ni ralentir. Le gouvernement était tiraillé entre la crainte d'aggraver la situation économique et celle de se voir reprocher de n'avoir pas pris suffisamment de mesures face à la menace pandémique. Dans l'histoire des épidémies, on n'avait jamais observé une réaction étatique de cette ampleur pour contrôler et diriger les opérations, et obliger la population à se cloîtrer. Jusque-là c'est la médecine qui s'en chargeait, du temps où on lui faisait confiance. Malgré le risque de disparition de nombreuses activités et la flambée du chômage, l'État a persisté dans la décision de confiner tout le monde. Néanmoins, si les pauvres en ont été les plus atteints, tout le monde n'a pas été touché au même degré. L'épidémie a là aussi servi d'opportunité aux sociétés du numérique, aux sociétés commerciales et industrielles dominantes et aux États pour profiter de la situation. Ils n'ont pas tardé à remodeler le paysage économique. S'il y aura une majorité de perdants, il y aura aussi d'immenses gagnants augmentant leur puissance et leur pouvoir de nuisance. La Commission européenne, entraînant dans son sillage de nombreux États, a par exemple signé à prix d'or un contrat avec un laboratoire américain, pour un médicament qui n'est d'aucune utilité. Au nez et à la barbe de ces incapables ou de connivence avec eux, l'industrie pharmaceutique dicte sa loi.

À cet égard, c'est une formidable occasion pour les États et leurs armées, les multinationales et les grandes entreprises que l'on privilégie, de réaliser des restructurations, « moderniser », racheter les entreprises qui n'ont pas les reins solides, en laisser disparaître d'autres, multiplier les fusions-acquisitions, constituer des monopoles gigantesques, renforcer l'oppression technologique, réaliser de juteuses opérations boursières, etc. D'un autre côté, la pandémie relance la guerre économique menée contre les salariés pour, prenant prétexte de la situation catastrophique, les contraindre à accepter de nombreux reculs en matière de droit du travail. Licenciement, imposition du travail à distance, qui renforce leur isolement, leur surveillance à domicile, etc. L'isolement de ceux qui travaillent à distance rend difficile la révolte ou la grève, faute de réunions et de discussions communes.

On espère aussi en profiter pour placer des réformes au détriment de ces salariés, leur imposer des baisses de salaire, laisser sur la touche l'ensemble de ceux qui n'auront pas su s'adapter et qui ne représentent plus d'intérêt économique. Misère de la servitude salariale. Et pour l'État, ses services de santé et les sociétés commerciales, surveiller davantage encore la

population, s'emparer de ses données, réorganiser les relations sociales de façon autoritaire.

Il est d'ailleurs remarquable de constater que les activités que l'on persiste à confiner sont celles, comme les bars et les restaurants, où l'on pouvait encore se rencontrer et bavarder, ou celles dans lesquelles on peut prendre quelque plaisir à se divertir ou à se cultiver *ensemble*.

Tout ceci concourt un peu plus à atomiser les gens, en empêchant davantage encore les regroupements, en contrecarrant les tendances à la socialité, en rendant difficiles et compliquées les manifestations éventuellement contestataires. Pour obtenir, à l'aide de la police, une obéissance stricte et un silence aveugle. Désormais tout a volé en éclats à travers les restrictions de toutes sortes, les atteintes aux libertés dont les gouvernements prétendent qu'elles sont toujours préservées, l'isolement généralisé plus ou moins supporté par l'ersatz de communication qu'offrent les technologies actuelles, seul lien désincarné avec la société et le monde.

Que penser de cette situation inédite ?

Beaucoup de gens se demandent ce qui se passe et s'interrogent sur le sens de tout ceci. Ils finissent par y renoncer en raison du labyrinthe qu'on leur oppose et dont il est difficile de trouver la sortie. Cependant bien des questions demeurent, notamment sur le but poursuivi par les gouvernements *conseillés*, au-delà des ratés et des hésitations sur la marche à suivre. Que cherche-t-on réellement en laissant s'effondrer des pans entiers de l'économie ? Prises d'abord au dépourvu puis gagnées par une surprenante fébrilité, les autorités, mises devant le fait accompli de l'in vraisemblable désorganisation de leurs services, parient maintenant sur la vaccination de masse ainsi que sur des recompositions économiques, que la pandémie leur laisse espérer pour sortir de cette crise. Derrière elles et les incitant à cette solution, se tiennent les États, les grands groupes, les laboratoires et la finance qui comptent bien tirer leur épingle du jeu dans un rebond de leurs activités.

Il n'est donc pas interdit de penser qu'à la faveur de cette pandémie et de la solution préconisée, une vaste restructuration se prépare ou est en cours, préférant laisser à l'abandon certains secteurs, et les individus qui vont avec, pour mieux se recentrer sur les activités promises à un bel avenir. Une redéfinition et une reconfiguration au niveau mondial, réclamées et engagées par ceux qui avaient résolument misé sur l'« ubérisation », la financiarisation et la numérisation de l'économie, la généralisation des technologies dans tous les domaines et le remplacement des hommes par

des machines. Un renouvellement de ceux qui sont aux manettes de la domination s'imposera de lui-même.

Pour la population, les questions se posent différemment bien sûr. Faudra-t-il désormais s'accoutumer à un état d'exception permanent ? Faudra-t-il s'accommoder à l'avenir du port du masque, des tests et des vaccins ? Faudra-t-il à chaque nouvelle épidémie, pour chaque maladie, créer un nouveau vaccin ? On a vu jusqu'où pouvait déjà aller la réglementation autoritaire pour rendre obligatoires 11 vaccins chez les enfants sous peine de ne pouvoir accéder à des services publics ou privés. Faudra-t-il vivre confiné à chaque alerte ? Se voir culpabilisé si les foyers infectieux reprennent par la prétendue faute d'inconscients jetés en pâture à l'opprobre générale ? On voit les dégâts psychologiques et sociaux que cela engendre déjà et devrait encore engendrer. Les perspectives d'avenir devenues sombres, la population, momentanément prise en partie en charge par l'État, sait qu'elle va payer la note qu'on ne manquera pas de lui présenter. De toute façon, ce qui a déjà été obtenu pourra toujours être reconduit plus tard et sans doute en pire.

Au moment du verdissement du capitalisme, la pandémie est le moment opportun pour l'État de se réformer en récupérant une partie de la fausse contestation politique qui souhaite aller dans ce sens, en particulier celle des écologistes de gouvernement. Le réchauffement climatique et d'autres pandémies plus virulentes encore pourraient en être le prochain prétexte. Le virus d'une tyrannie soft étend son emprise tout autant que la COVID-19. Le capitalisme dirigé par les maîtres du monde a peur de disparaître. Pour se prémunir de ce danger mortel, il diffuse chez tous la peur de la mort et pousse petit à petit au renoncement à la vie sociale en attendant des jours meilleurs. Faut-il pour ne pas succomber à l'épidémie renoncer à vivre ? On en arrive à se demander si on n'assiste pas à une punition infligée à la population pour ses mouvements d'humeur précédents, pour compenser l'échec de l'État à juguler la pandémie mais aussi pour lui faire accepter ce qui est en préparation. Avec l'épée de Damoclès d'une xième vague, agitée de temps à autre, et de son corollaire, un nouveau confinement rappelé à intervalles réguliers. Cette réponse des autorités étatiques et médicales pour contenir l'épidémie, est-elle la plus appropriée ? On peut se le demander.

Face au démantèlement du système de santé qu'il a organisé depuis les années 70, le pouvoir politique qui ne l'ignore pas craint de devoir rendre des comptes sur sa responsabilité.

Le confinement a aussi pour but de s'en protéger. Et la pandémie aura été un bon moyen de détourner l'attention de la crise économique qui rampait déjà avant sa venue et qui s'amplifiera de façon bien plus redoutable. L'endettement et les prêts garantis par l'État augmentent dans des proportions considérables. La concurrence entre les États va s'intensifier. Une paupérisation généralisée se profile, démentant la prospérité que promettait ladite nouvelle économie. Les divisions et les inégalités au sein de la société vont se creuser, entre ceux qu'on estime inutiles et ceux qui prendront le train technologique en marche aux conditions qu'on leur dictera. L'hubris est constitutif de l'ADN du système économique. Il n'y a ni morale ni attendrissement.

La santé publique qui devrait être l'affaire de tous, des usagers, des malades, des médecins aussi bien que des gens en bonne santé, n'est plus publique. Elle n'a plus véritablement pour but la préservation de la santé des populations, comme tout le reste des activités contrôlées et dominées par ceux qu'on appelle les décideurs, et qui pèsent sur la société et l'asservissent. Le joug du développement doit passer, rien d'autre n'a d'importance pour eux.

Tout en le sachant, l'État ferme les yeux sur le fait que ce développement provoque et favorise les affections, conséquences désastreuses d'un système de prédation et d'exploitation malsain. L'ensemble des habitants de la planète, les plantes, les animaux et les êtres humains en sont frappés bien plus gravement que par la circulation des virus.

L'atmosphère, la terre et l'eau également. Pour préserver réellement la santé publique, il faudrait, entre autres, que les gens vivent dans un monde en bonne santé, un monde sain en prenant soin les uns des autres. La santé publique, en tant que bien commun, ne peut fonctionner si l'État et les intérêts privés lui retirent tout contrôle et toute souveraineté. Elle doit revenir aux praticiens de terrain en relation directe avec la population.

D'un autre côté, la confiance qu'on pouvait accorder aux autorités s'est effilochée au fil du temps. Pour être cru, encore faut-il être crédible. Pour être estimé, encore faut-il être estimable. La lassitude et l'incompréhension devant le maintien des confinements et des couvre-feux augmentent. La grogne et les colères rentrent également. Cette situation pourrait se retourner contre elles. Elles le savent et en discutent dans leurs conversations privées. La question est de savoir combien de temps des êtres humains pourront supporter tout cela.

S'ajoutant aux désobéissants et à ceux qui résistent à ce contrôle renforcé sur leur vie, de plus en plus de gens n'accepteront pas, sans réagir, ces contraintes despotiques. On pressent que se profile, pour ces autorités, la crainte d'une autre contagion qu'elles redoutent, une autre propagation bien plus inquiétante qu'elles voudraient confiner à tout jamais. Celle d'une contestation radicale se répandant dans la société et qui remettrait en cause l'ordre établi du monde en exigeant sa transformation dans le sens de la vie. La seule mesure d'urgence sanitaire véritablement souhaitable, nécessaire et raisonnable serait l'arrêt du développement catastrophique du capitalisme. Il n'y aura pas d'autre solution pour régler les problèmes de santé actuels comme tous les autres.

Malheureusement, la population est affectée par le virus de la passivité, du découragement, de l'obéissance bornée et de la lâcheté. Parce qu'avec la peur, l'industrie du divertissement lui vend des compensations auxquelles un grand nombre, pour s'étourdir et oublier le sort qu'ils subissent, se raccrochent pour estimer que leur vie est encore enviable. Au lieu de se révolter.

L'organisation asociale actuelle n'a plus rien d'autre à proposer qu'une survie aménagée et connectée. La survie réduite à la servitude du salariat et à l'addiction consumériste. La majeure partie de la production est faite par des pauvres pour des pauvres, ce qui leur donne l'illusion que leur survie est assurée. À quel prix ! La vie low cost, dépossédée de tout, notamment de sa propre souveraineté. La survie confinée.

Car la plupart de ce qui est produit sur la planète est mauvais, nocif et néfaste. La direction prise par le système de domination est catastrophique. Le monde devient invivable. Le mirage des solutions technologiques censées résoudre ses problèmes ne résoudra rien. Il les aggravera au contraire. Le pouvoir instrumentalise une atmosphère de catastrophisme pour anesthésier les consciences et faire passer l'idée qu'il est seul à même d'y remédier alors qu'il a lui-même provoqué la catastrophe. Dans ces conditions, il ne peut que faire pire puisque ce qui a amené à cette situation se répétera, mais, cette fois-ci, habillé selon l'air du temps en écologisme d'État et en despotisme très faiblement éclairé. Seule une contestation radicale de ce monde et sa reconstruction sur de tout autres bases peut infléchir sa course à l'abîme.

Mais en face, les intérêts sont tels qu'ils ne renonceront pas à poursuivre leur entreprise. Parce que les nuisances qu'ils produisent sont un débouché pour une reconversion possible de l'industrie. La pandémie de même offre un débouché à l'industrie pharmaceutique.

L'envolée en Bourse des actions des entreprises, des sociétés et des laboratoires qui travaillent dans le domaine de la santé le souligne suffisamment.

D'autre part, on fait croire aux gens qu'ils sont encore libres alors qu'ils ne le sont plus. La liberté est devenue comme un fantôme qui s'est enfui sans que la population en ait pris véritablement conscience ni qu'elle ait suffisamment combattu pour elle. La société a oublié ce qu'est un esprit libre, qui n'a que faire des leçons de l'État, de ses commandements, ni des diverses idéologies qui circulent, pour savoir penser intelligemment et quoi faire de sa vie.

Quel avenir ? Vers quelle mutation de la société ?

Cette épidémie a littéralement paralysé le monde entier et mis en sommeil quantité d'activités. Ce à quoi la crise financière de 2008 n'avait pas abouti ; ce qu'aucune guerre depuis la seconde guerre mondiale n'avait entraîné ; ce qu'aucune grève générale, aucune insurrection n'avaient réussi à obtenir jusque-là en France depuis Mai 68. C'est une rupture brutale intervenant dans le sentiment général d'une intemporalité malheureuse mais indépassable du capitalisme. Faute de mieux, on s'en accommode malgré les guerres, les souffrances, la misère et les crises profondes qu'il inflige à tous.

Que sortira-t-il de tout ceci ? Qu'en retirera la société et qu'en fera-t-elle ? La civilisation occidentale en miettes est confrontée à une réalité qu'elle avait oubliée et refoulée : le risque, le danger et la mort. Les civilisations des hommes sont mortelles comme eux. La pandémie actuelle n'est qu'un des symptômes, parmi tant d'autres, de l'effondrement du monde et des sociétés que le système en place laisse derrière lui dans sa fuite en avant. Il ne renoncera pas à sa marche forcée parce qu'y renoncer signifierait son arrêt de mort. Les promoteurs des « révolutions » industrielles, technologiques, médicales et financières qui pensent qu'elles permettraient la résolution des problèmes actuels et une émancipation de l'humanité, trompent lourdement les naïfs. Leurs réalisations montrent visiblement le contraire. Ceux qui placent leurs espoirs dans un retour à un âge d'or ou à la normalité de leur vie d'avant, se trompent tout autant. L'anormalité devient la nouvelle norme de ces temps déboussolés.

Vivant sous la chape de plomb de la pandémie, la population finit par s'habituer à tout. Et il est à craindre que cela soit durable et que les difficultés que rencontreront les gens n'entraînent un sentiment d'impuissance face à ce qui les dépasse. On voit poindre la tentation de

s'abrutir, la frustration, la démoralisation, la dépression, l'exaspération ou des attitudes agressives. Durant le confinement, les violences qui s'exercent au sein des foyers ont augmenté sensiblement. Ceux qui les commettent préfèrent s'y livrer sur leurs proches plutôt que de les retourner contre les responsables de leur situation. La violence sourd par tous les pores de ce monde. Qu'elle provienne des bas-fonds, de l'État ou des sommets de l'oligarchie. La délinquance et la criminalité qui s'étendent partout, profiteront de cette situation.

On peut aussi s'attendre à des explosions de colère et de révolte sociales, à des gestes d'insoumission. Quelle direction prendront-ils ? Celle qui irait vers le chaos ou, à l'inverse, celle qui s'opposerait à cette expansion dévastatrice, en attaquant par la critique et la mobilisation cette organisation mortifère ? De nombreuses initiatives, allant dans cette dernière direction, s'en prennent déjà au totalitarisme économique et à sa conception matérialiste du bonheur, qui n'amène que du malheur ; s'opposent aux projets et aux réalisations des classes dominantes et aux conditions qu'elles imposent à tous dans leur course effrénée à l'accumulation du capital. Ces contestations et oppositions revendiquent une démocratie directe et une écologie radicale. La tâche n'est pas simple. Car tout est à changer, tout est à reconstruire. Mais pour une population qui verrait, dans la situation actuelle, une possibilité de reconsidérer la vie qu'elle mène sous la dictature de l'industrie et de la technocratie, cette crise sanitaire et sociale pourrait être l'amorce d'un déclic. En lui offrant l'occasion de changer ses habitudes et de savoir à la fois ce qu'elle refuse et ce vers quoi elle veut aller. Si elle veut retrouver son humanité, dans un monde débarrassé des déchets de toutes sortes qui la suicident – comprenant le personnel politique et managérial – la société ne peut espérer y parvenir qu'en entamant sa propre mutation. Mutation d'une tout autre nature que celle vers laquelle on la force à aller.

Les périodes de confinement ont ramené un silence disparu qui a fait revenir les animaux, et rendu audibles les chants des oiseaux. La mise en sommeil de nombreuses activités économiques a ramené le temps, la disponibilité pour soi, les autres et la nature. Silence et temps propices à la réflexion, à la lecture, à l'écriture, au dialogue, à la cuisine, au chant et à la musique ou aux promenades, au jardinage et aux travaux dits manuels. On peut occuper son temps sans passer par les canaux aliénés de la communication de masse. On peut se passer des usines de la consommation, et vivre plus sainement et avec sobriété, loin des mégalo-pôles monstrueuses.

Il vaudrait mieux désertier un système qui menace notre santé et lamine nos vies ; qui fait obstacle aux rêves, aux désirs, aux aventures, aux amitiés et

aux amours, aux passions, aux projets élaborés par nos soins, aux entreprises exaltantes, aux risques qu'il faut savoir prendre pour exister par soi-même et en groupe. Ce n'est qu'en mettant dès à présent en pratique les idées qui dessinent les contours d'une autre société, que l'on retrouvera ce qui donne saveur à l'existence. En ne s'épargnant pas la réflexion sur l'organisation des sociétés et le sens de la vie.

On ne peut pas rester dans un éternel confinement, il faudra bien réinvestir la rue et retrouver une vie sociale, le goût de la liberté, le désir et la volonté de vivre, étouffés et réprimés partout, en se regroupant. Mais ce qui manque le plus pour amorcer une évolution favorable, hormis une nécessaire révolte, ce sont les idées. En se débarrassant en premier lieu des idéologies qui engagent la pensée et l'action sur des impasses. Comme celles, par exemple, du développement sans fin des « forces productives », de la domination de la nature, d'un progrès perpétuel ou de la performance à tout prix. La sagesse commande de renoncer à ces délires chimériques de la croissance, pour réfléchir à l'art d'organiser la cité en vue du bien commun et aux moyens d'y parvenir sans mettre en danger qui et quoi que ce soit. En changeant notre mode de vie, notre rapport au monde. En gardant sa sensibilité à la beauté, sa faculté de s'émerveiller devant ce qui reste de vie dans la nature. En élaborant les idées émancipatrices de transformation radicale et en les faisant circuler largement dans la société, afin qu'elles agrègent de plus en plus de gens prêts à participer à leur élaboration et à combattre pour elles. En commençant au niveau local, parce que c'est là où l'on vit.

Changer ce monde est un travail sérieux, réfléchi, perspicace, opiniâtre, patient. L'Histoire nous a appris qu'il est inutile d'attendre quoi que ce soit de l'État et des représentants élus ; qu'il est vital de dénoncer et de fuir les militants et leurs partis prêts à reconstituer un pouvoir dès qu'ils en ont l'occasion. Une organisation sociale est incontournable mais à partir d'une participation de tous à la vie publique. La critique intelligente et argumentée est essentielle.

Elle doit se construire en commun en accordant ses idées et ses actes. Il n'est nul besoin de leaders, de chefs, de spécialistes ou de politiques professionnels pour créer les conditions qui permettent l'émergence d'une auto-organisation. La revendication la plus avancée est celle qui veut l'autonomie à la fois individuelle et collective, pour réinventer un projet social et politique. En sachant se parler intelligemment et s'écouter. La raison l'exige. Cela suppose un dialogue bienveillant et honnête, qui refuse les comportements asociaux et les pulsions de pouvoir que la dissolution des relations sociales fait naître et tend à généraliser.

En posant dès maintenant les bases d'une véritable démocratie.

En ces temps difficiles, il s'agit de retrouver le sens de la solidarité et de la coopération.

Se prendre en main.

Reconstruire la communauté perdue et les liens d'amitié. Cela suppose des individus autonomes sachant s'associer. Car c'est ainsi que nous reconstruirons notre être social. Ni l'individu replié sur lui-même, ni la foule atomisée n'y parviendront. La critique, l'imagination, une autre idée de la vie, la créativité, le contact direct, le goût de la société des hommes, la discussion argumentée, libre et démocratique, le courage et les idées sont nos armes.

« Comment ? Vous entendez vivre sans être gouvernés ?

- *C'est cela même, Monseigneur. »*

Janvier 2021